

le travail



Bank CHEQUE BOOKS, BANK CARDS, METALWARE, BANKS
STAWA GRAND
STAWA, ONTARIO
Robert Martin
3023
09-70
Robert Martin

**American Exp
CREDIT CA**
Dear Mr. Mac... Please send my
form for...
Name:
Address:
City:
Please address...
American Express
Richmond St. E., Su...

La plus importante société
de trust du Canada
m'a transformée...
Je ne pense plus "tirelire".

only 3-year warranty



Un morceau de gâteau pour tout le monde ?

Pour les dirigeants de la société industrielle, la production n'est qu'un aspect d'une vision globale de la vie humaine.

Car les dirigeants de la société industrielle organisent aussi les gouvernements, les marchés, la consommation, les jeux, enfin à peu près tout.

Ce qui fait la force actuelle du système, c'est qu'on réussit à faire croire que chacun aurait sa part du gâteau un jour si on obéissait aux impératifs du système.

Il y a deux classes dans la société qui savent qu'il n'est pas facile d'avoir une part du gâteau : les travailleurs syndiqués et le 30 pour cent de la population qui vit dans la pauvreté.

Les travailleurs syndiqués le savent parce qu'ils ont l'audace

de demander leur part du gâteau et qu'ils réussissent à arracher quelques bouchées, parce qu'ils se cabrent devant des injustices comme celle de la fermeture du chantier de Lauzon.

Les pauvres le savent parce qu'ils doivent se contenter de regarder les autres manger leur gâteau, et qu'ils n'entretiennent plus d'espoir.

Evidemment, l'activité syndicale représente le plus grand danger pour la société industrielle globale dans laquelle nous vivons. Chaque grève qui est difficile et longue fait la démonstration et la preuve que la juste répartition du gâteau n'est qu'un mythe. C'est pourquoi on représente les syndicats comme des empêcheurs d'avancement économique, comme une menace

à cette société d'abondance rêvée.

Si les possédants craignent l'organisation syndicale, ils misent sur les pauvres et leur silence traditionnel. L'image du riche ou du puissant, ami du pauvre, est bien connue, surtout dans le folklore électoral.

Mais les pauvres sont en ébullition. Les comités de réveil surgissent un peu partout. Tout indique que les défavorisés comptent surtout sur eux-mêmes.

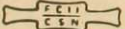
Les syndicats, malgré les luttes qu'ils ont à livrer dans le domaine de la production, s'allieront-ils aux travailleurs défavorisés ?

C'est la question de l'heure.

Richard Daignault

le travail

Organe officiel de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) "Le Travail" paraît tous les mois. — Directeur: RICHARD DAIGNAULT. Bureaux: 1001, St-Denis, Montréal. Tél.: 842-3181. Composé et imprimé par les Editions du Richelieu, St-Jean de Québec. Le Ministère des Postes à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

 92

Important

"Labour" -- the English-language edition of "Le Travail" -- is available. Members of unions affiliated to the CNTU and who prefer the English-language edition may obtain it on request, free of charge, by writing to:

"Labour", 1001 St-Denis,
Montreal, Que.

ON EN A JUSQU'AU COU
LE RESPECT DE NOS DROITS
CE N'EST PAS LA MER A BOIRE
ON NE DEMANDE QUE JUSTICE
LE MIEUX-ETRE POUR TOUS
CE TENDRE LA MAIN
ET NON LE POING
ENSEMBLE ON PEUT TOUT

LE COMITÉ DES CITOYENS
DE ST-JACQUES



FORCE DANS LA SOLIDARITÉ



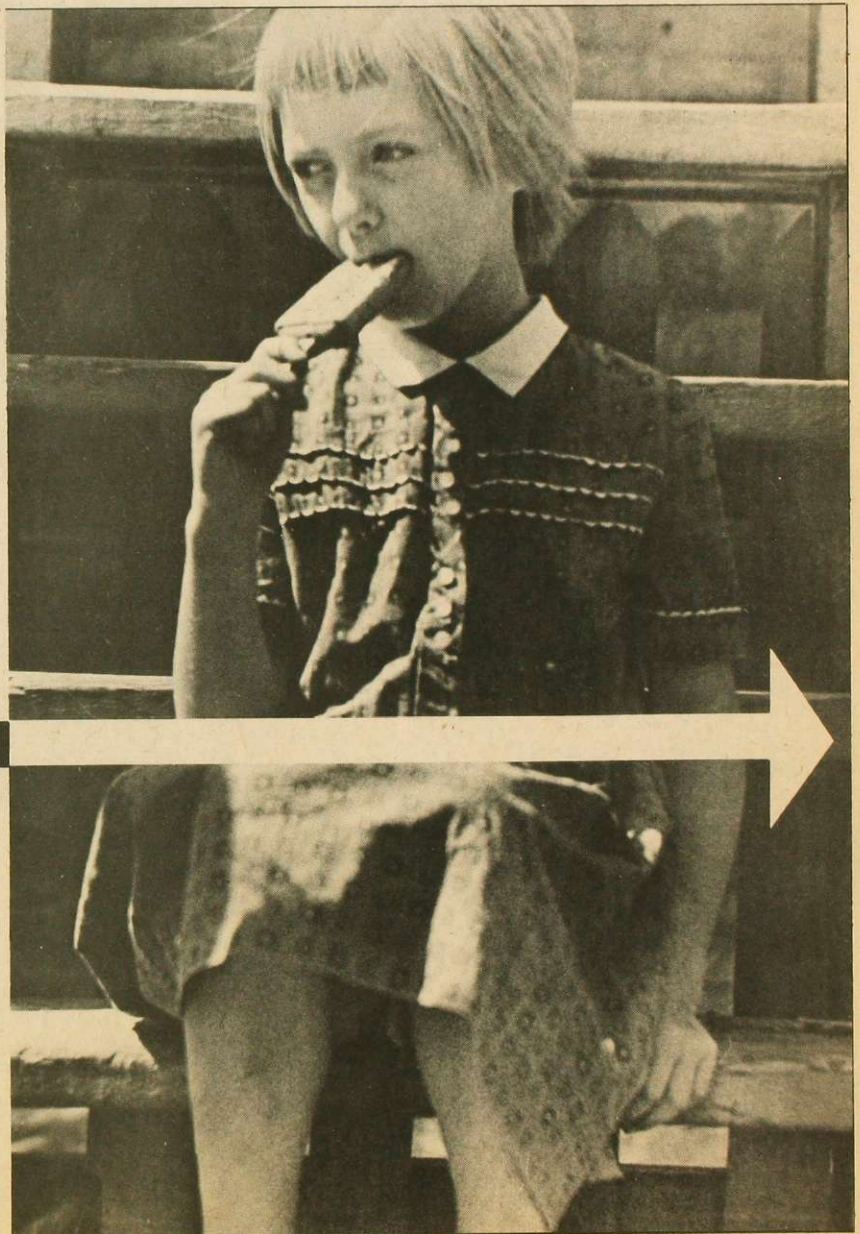
La pauvreté
doit
disparaître,

c'est
OFFICIEL

mais...
il faut

VOIR

comment
se comporte
notre
société



La pauvreté doit disparaître, c'est OFFICIEL

Mais... les politiciens en font des slogans

Mais... les patrons y trouvent une main-d'oeuvre à bon marché

Mais... les intellectuels la transforment en théories et en statistiques

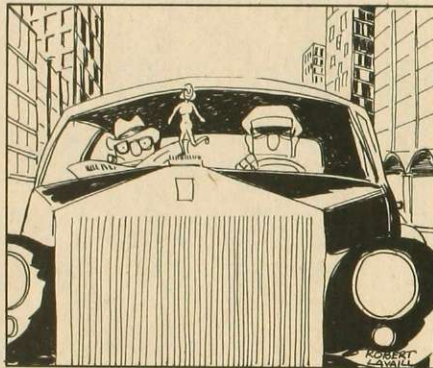
Les nantis eux-mêmes ont dépensé bien de la salive depuis quelques années pour mettre à la mode l'expression "guerre à la pauvreté".

Du rêve grandiose de "grande société" du président Lyndon B. Johnson qui s'est évanoui dans les boursiers du Vietnam aux nombreux colloques tenus dans des palais qui ont eu lieu au pays sur le sujet, des trois ou quatre conférences fédérales-provinciales qui ont abordé la question au Canada depuis 1965 aux timides tentatives de planification régionale qui n'en finissent plus de démarrer à cause des études préliminaires interminables et des querelles de juridictions constitutionnelles (l'expérience du Bas-St-Laurent et de la Gaspésie); du slogan électoral de la "société juste" de Trudeau au récent rapport du Conseil économique du Canada; enfin toutes nos structures dirigeantes, aussi bien l'"establishment" que le plus modeste de

nos services sociaux, semblent gagnés à la croisade contre la disparition des inégalités socio-économiques.

Les poches de pauvreté doivent disparaître, lit-on régulièrement dans les manchettes des journaux, le mot d'ordre est donné. Comment se fait-il qu'année après année la

situation ne fait qu'empirer malgré tout ce remue-ménage apparent? Ne serait-ce pas parce que notre système est pourri dans ses racines et qu'il faudrait le rebâtir sur d'autres bases?



La pauvreté doit disparaître, c'est OFFICIEL

Mais... les étudiants ne font que se réveiller

Depuis une bonne décennie déjà, une minorité active parmi les fils à papa que sont la plupart de nos étudiants universitaires, ont décidé de s'atteler à la tâche de rendre l'université accessible à tous les jeunes, de quelque milieu qu'ils viennent, le talent étant la seule condition.

C'est ainsi que les manifestations étudiantes de 1956-1957 ont été un des ferments virulents qui ont aidé à la chute du régime Duplessis.

L'action des étudiants s'est fait sentir avec plus ou moins d'influence pendant les années de la révolution tranquille. La création de l'Union générale des étudiants du Québec n'a pas suffi à insuffler un dynamisme suffisant pour vaincre l'inertie de la grande masse des étudiants, ces produits de notre bourgeoisie exploiteuse qui s'apprentent à prendre la relève de leurs pères.

Devant la tournure des évé-

nements, les dirigeants de l'UGEQ viennent de prendre un pari audacieux. Leurs revendications pour la démocratisation de notre système d'enseignement s'est radicalisée. C'est maintenant toute la société qu'ils contestent. Mais, en même temps, ils ont cessé de parler au nom des 60,000 membres de l'UGEQ. Pour qu'il y ait vraiment participation, ils veulent permettre aux étudiants dans chaque milieu de définir eux-mêmes leurs problèmes et les solutions qu'ils désirent.

La pauvreté doit disparaître, c'est OFFICIEL

Mais... les syndicats ont été surtout préoccupés, jusqu'ici, par les problèmes de travail

Les centrales syndicales font ce qu'elles peuvent pour rencontrer les nouveaux défis de notre société de consommation.

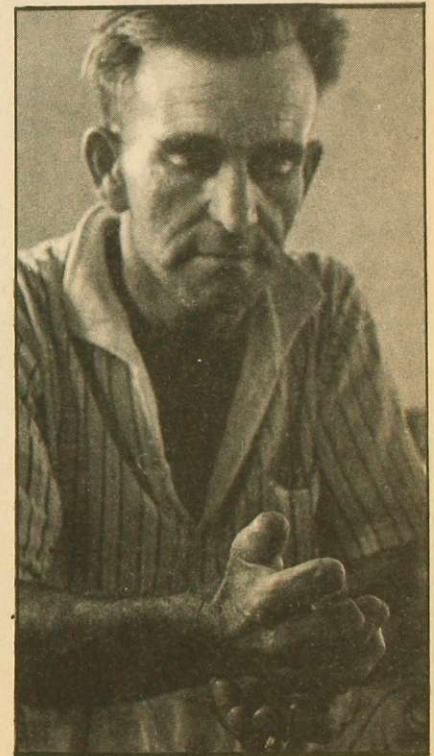
Leur premier devoir à cet égard est de faire, autant qu'elles le peuvent, profiter des avantages du syndicalisme, les grands pans de travailleurs défavorisés — particulièrement dans le secteur des services — qui, par la force des choses, sont encore à l'écart et dont l'exploitation rappelle à bien des égards celle dont étaient victimes les travailleurs des usines au début de l'ère industrielle.

La CSN fait un effort extraordinaire en ce sens depuis plusieurs années. Il n'est que de considérer pour s'en convaincre, la campagne d'organisation qu'elle mène un peu partout au Québec présentement dans le secteur de l'alimentation. Il n'est que de considérer aussi les longs conflits coûteux qu'elle n'a jamais craint de mener à bout lorsqu'il s'agissait de défendre le minimum vital des membres de certains de ses syndicats. On se souvient des luttes parfois héroïques de Dupuis Frères, Dominion Textile, La Grenade, Dominion Ayers, Baribocraft, des employés de l'alimenta-

tion de Québec et aujourd'hui de la Régie des alcools.

Que dire également de l'action de son service du budget familial qui a débouché récemment sur la fondation d'un réseau d'associations coopératives d'économie familiale.

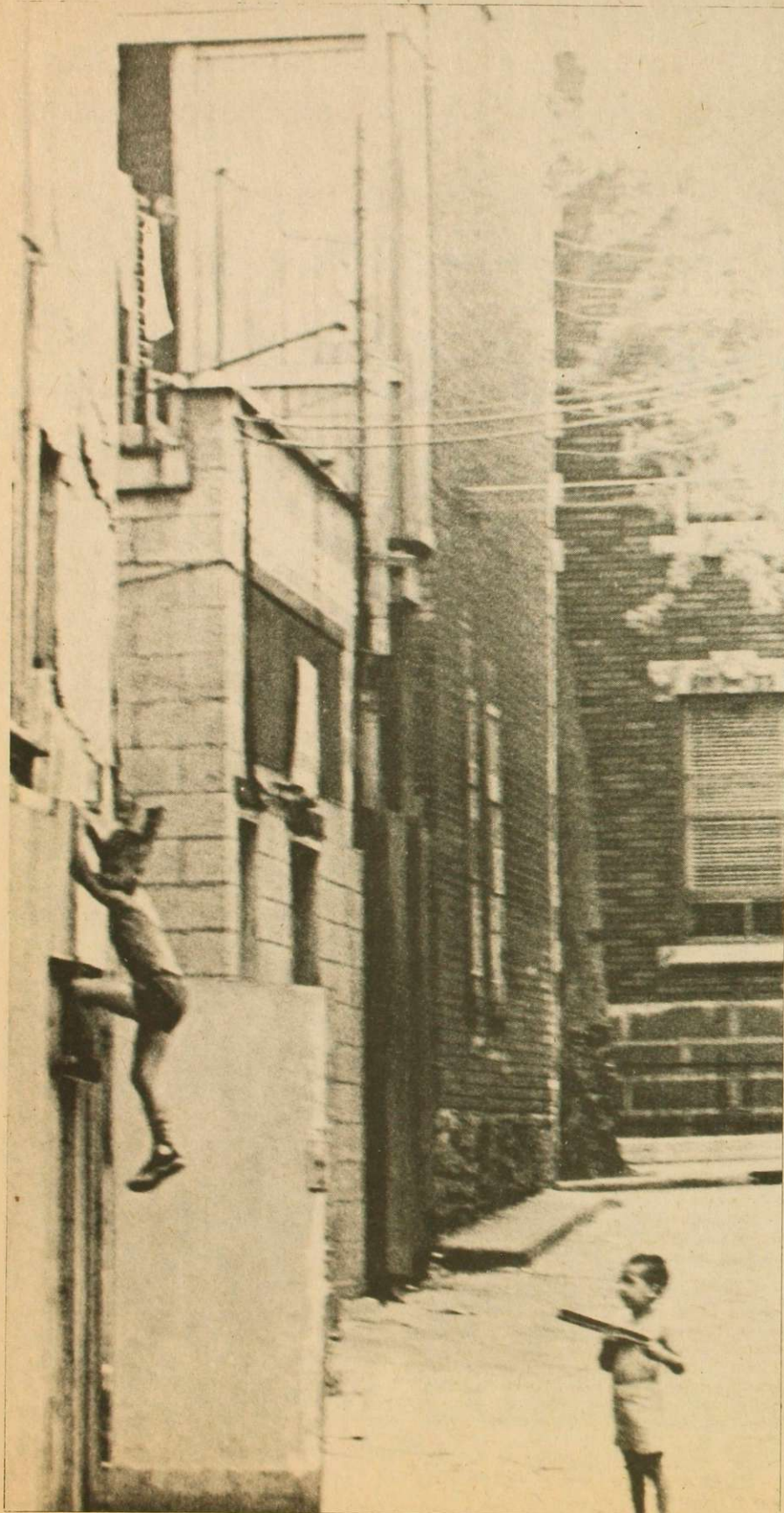
Mais la CSN doit encore faire plus. Elle doit inciter ses syndicats et leur donner les moyens pour déborder le cadre de la convention collective afin de s'engager dans la transformation de la société. C'est là un des principaux thèmes du congrès 1968 de notre mouvement.



Jamais la CSN n'a flanché lorsqu'il s'est agi de se battre pour les moins favorisés de ses membres. Ci-dessus, des scènes de la grève de Dominion Ayers en 1966. A gauche, des militants qui s'étaient rendus à Lachute appuyer les grévistes dont on voit un représentant à droite.

La pauvreté doit disparaître, c'est OFFICIEL,

les pauvres ont décidé d'y voir eux-mêmes



Toujours laissés pour compte par les éléments organisés de notre société, de l' "Establishment" qui verse sur eux des larmes de crocodiles aux syndicats qui n'ont pas encore trouvé la formule pour les aider autant qu'ils le devraient, les défavorisés, les marginaux, les économiquement faibles (comme le disent si bien les sociologues et les économistes dans leur jargon), c'est-à-dire les pauvres de chez nous, ont décidé de n'attendre rien des autres et de prendre leur sort en main.

Déjà aux élections fédérales de 1962 et 1963, une lame de fond fit élire plusieurs créditistes dans les régions sous-développées du Québec. Comme l'a prouvé le scrutin du 26 juin, le bouillonnement ne s'est pas apaisé depuis.

C'est ainsi également que, depuis quelques mois, on a vu surgir des dizaines de *comités de citoyens*. Ils ont d'abord pris naissance dans les zones grises de Montréal (St-Henri, St-Jacques, Petit Pacifique, Mile-End, Pointe St-Charles, Ilots St-Martin, Hochelaga-Maisonneuve, St-Jean-Baptiste, Bas-de-la-Ville, Petite Bourgogne, Centre-Ville, St-Zotique, etc), puis, simultanément d'autres noyaux se sont formés à l'extérieur de la métropole, notamment à St-Jérôme, sur la Rive-Sud de Montréal, et à Québec (aire 10).

Ces associations ont formé un front commun lors d'une journée-rencontre tenue le 19 mai dernier dans le quartier St-Henri. Elles ne vont pas que revendiquer sur certains points précis; petit à petit leur action se dirige vers une contestation de toute la façon dont est bâtie notre société (10)



UN COMITE OUVRIER-PATRONAL A CHROMASCO DE BEAUHARNOIS. — Le Syndicat des travailleurs de la métallurgie et Chromium Mining and Smelting Ltd, de Beauharnois, ont formé un comité ouvrier-patronal afin de promouvoir de meilleures relations et la compréhension entre l'employeur et les employés dans tous les départements. Cette initiative fut prise lors d'une réunion de ce comité. Assis, dans l'ordre habituel, MM. Paul Viau, directeur du syndicat; Jean-Paul Brousseau, représentant de la CSN; G. Fegan, gérant des opérations; J.T. Timmins, président et gérant général de Chromasco; L. Lafontaine, gérant de l'usine; G. Lacoste, président du syndicat; C. Gendron, gérant du personnel et W. Haineault, directeur du syndicat. Debout: MM. E. Mathurin, surveillant du personnel; W. Arcolte, vice-président du syndicat et A. Montpetit secrétaire-trésorier du syndicat.

Les travailleurs de Chapais et Chibougamau veulent une route convenable pour les relier au reste du Québec

Devant l'incurie du gouvernement provincial qui, depuis plus de 10 ans, néglige de faire quoi que ce soit pour améliorer la seule route qui les relie véritablement au reste du Québec, les citoyens des villes de Chapais et de Chibougamau songent à un moyen extrême: suspendre leur contribution au fisc provincial et déposer en banque le montant de ces impôts qui servirait à la réfection et au pavage du boulevard Onésime Gagnon qui franchit la distance de plus de 100 milles qui les sépare de la région du Lac St-Jean.

D'ailleurs le nom de "boulevard" est beaucoup trop pompeux pour cette route minable qui, tout le long de son parcours, ressemble beaucoup plus à une piste de chantier qu'à une artère dont doivent se servir continuellement 15,000 Québécois s'ils ne veulent pas être coupés du reste du monde.

Démarches sur démarches depuis des années n'ont absolument rien donné. Le ministre de la voirie, M. Lafontaine, se défile continuellement. Il devait rencontrer une délégation des deux villes le 19 septembre; la rencontre a été contremandée.

Le maire de Chapais, Gérard Pellerin, est mineur à l'Opemiska. C'est un militant syndical, membre de la CSN. Il est bien décidé à ne pas abandonner sa campagne car

il a constaté que plusieurs travailleurs doivent faire souvent le trajet Chapais-Chibougamau-St-Félicien au péril de leur vie (il y a déjà eu des accidents mortels). De plus, les automobiles ne tiennent pas le coup longtemps dans ce sen-

tier qui devient un borbier à la moindre averse.

Le slogan des gens de Chapais et Chibougamau: M. Lafontaine, mettez moins de gazon sur la route 9 et plus d'asphalte sur le boulevard Onésime Gagnon ☹

Le Digeste de langue française de Gérard Picard est bien accueilli

Gérard Picard vient de publier un "Digeste de langue française" aux éditions Beauchemin. Le directeur du Devoir, M. Claude Ryan, a fait l'éloge suivant du livre de notre confrère qui, précise-t-il, brille par sa clarté et sa précision

"Dans ce petit ouvrage de 165 pages, on retrouve les qualités qui caractérisent depuis longtemps M. Picard: Sens de la synthèse (trop souvent noyé sous le détail dans les traités linguistiques), netteté de l'énoncé, fermeté de l'affirmation, société de la forme ceci n'étonnera que ceux qui n'ont connu M. Picard qu'à travers certains comptes-rendus de journaux).

"Il appartiendra aux pédagogues et aux linguistes de définir l'usage de l'ouvrage de M. Picard dans les écoles. Nous considérons, quant à nous, que cette somme pourra figurer avec honneur, à côté d'ouvrages plus spécialisés, dans toute bibliothèque que d'honnête homme. Nous ne serions pas étonné que l'ouvrage de M. Picard se révélât particulièrement utile pour les adultes qui doivent s'appliquer tardivement à l'étude de la langue française. Peu d'ouvrages semblent aussi aptes que celui-là à

leur communiquer vite et bien l'esprit de la langue française".

BON DE COMMANDE

LIBRAIRIE BEAUCHEMIN LIMITEE,
450, av. Beaumont, Montréal 15,
P.Q. - Tél.: 273-5181.

Veillez expédier:

..... exemplaire (s) de
l'ouvrage intitulé:

**DIGESTE DE GRAMMAIRE
FRANÇAISE**
Gérard Picard

Nom

Adresse

Ville

Ci-inclus, mandat au montant de

\$

Prix de l'ouvrage: \$3.00 plus
\$0.20 de frais de poste (\$3.20
ch. net).

Un des délégués, Iphigenio Fernandez avec Marcel Pepin lors de l'arrivée de la délégation à Dorval le 15 septembre.




Les militants de la CSN ont compris le message de leurs confrères d'Amérique latine

“C'est une obligation sacrée pour l'homme de travailler à la promotion de l'homme. Et, s'il faut pour cela répondre à la violence par la violence, la justice et la dignité humaine nous commandent de le faire. Or, la violence existe en Amérique latine envers la majorité des 250 millions d'habitants”, ont répété les délégués de la Confédération Latino Américaine des Syndicats Chrétiens à chaque groupe de travailleurs québécois qu'ils ont rencontré lors de leur visite d'une semaine au milieu de septembre.

“70% de la population est sous-alimentée; 10 millions de travailleurs sont en chômage; 30 millions de paysans n'ont pas de terres à cultiver parce que 1.5% des propriétaires possèdent 75% des terres; 50% de la population est analphabète; il manque 38 millions d'habitations; 5% de la population

s'accapare 33% des revenus; l'impérialisme américain contrôle les secteurs clés de nos économies et nous exploite à des taux inimaginables, ainsi en dix ans, seulement en investissements directs, les profits américains ont été de 23 milliards de dollars; les deux tiers de la population vivent sous des dictatures militaires; la petite minorité qui contrôle tout est alliée aux Américains” expliquaient-ils, pour donner un aperçu de la situation de leurs pays. Et chaque fois, les travailleurs de la CSN qui recevaient ces délégués ont montré une profonde compréhension et une sympathie réelle envers ces syndicalistes.

Les visiteurs ont aussi donné un aperçu de la situation syndicale dans ces pays où les assassinats de syndicalistes ne sont pas rares, où des milliers de travailleurs sont

emprisonnés, où on met la main sur les quelques fonds des syndicats; où on refuse la personnalité juridique aux syndicats; où les dirigeants syndicaux se font enlever leur emploi. “Dans la majorité des pays, les gouvernements interdisent la syndicalisation des paysans (qui comptent pour 50% de la population) et des fonctionnaires (20%), en plus de réprimer militairement les grèves et d'ignorer les contrats collectifs. Les patrons et les gouvernements favorisent une Organisation Interaméricaine à laquelle sont affiliés les syndicats américains et la CTC du Canada, pour réprimer les syndicalistes authentiques, corrompre et conditionner le syndicalisme latino-américain à la politique et aux intérêts américains”, déclarait le compagnon Eduardo Garcia dans une conférence de presse à Québec. 

Un syndicalisme révolutionnaire

Et quand les délégués expliquaient ensuite la voie préconisée par leur centrale syndicale, partout à Montréal, à Sherbrooke, Thetford Mines, Plessisville, Québec, Jonquière ou Arvida, les militants de la CSN les ont bien compris : "Face à cette situation, notre syndicalisme, et nous le disons avec une profonde conviction, pour être humaniste doit être révolutionnaire. La seule voie pour défendre nos droits primaires de travailleurs (droit à la vie, droit au travail) et pour travailler à la promotion de tous les travailleurs, dans un processus de développement intégral de nos sociétés et dans la construction de vraies démocraties économique, sociales et politiques où tous les hommes auront les mêmes droits et opportunités, c'est la voie révolutionnaire qui change de manière radicale et profonde les structures économiques, sociales, politiques et culturelles actuelles" a expliqué Eduardo Garcia a plusieurs reprises.

Travailleurs québécois et travailleurs latino-américains

Partout, durant la semaine que les délégués passèrent au Québec, ils furent reçus par les syndiqués de la CSN avec beaucoup de compréhension et il ne manqua pas de syndiqués pour souligner les nombreux liens qui unissent les travailleurs québécois aux travailleurs d'Amérique latine. Et s'il n'en tient qu'à ceux qui ont rencontré les délégués latino-américains, l'appel de Miguel Cardozo, secrétaire exécutif de la CLASC, recevra une réponse concrète. Miguel Cardozo déclarait : "Il y a des syndicalismes qui ont d'autres buts que les nôtres et qui au lieu de nous faire confiance, se laissent impressionner par des messages venant d'ailleurs et surtout des Etats-Unis. C'est pour cette raison que nous sommes venus rencontrer les membres de la CSN. Nous connaissons déjà M. Pepin et certains autres responsables; eux, ils nous font confiance; ils nous ont toujours appuyés. Nous

nous sentons comme frères ici au Québec car il y a beaucoup de compréhension pour notre situation. Nous sentons également que

votre compréhension ne se bornera pas à un engagement sentimental mais qu'elle se traduira dans la réalité de la coopération".

CUBA SI! CUBA NO!

Le secrétaire-général adjoint de la CLSSC, Eduardo Garcia, fut l'un des compagnons de Fidel Castro dès les débuts du mouvement cubain. Voici ce qu'il pense de la révolution cubaine même si depuis il a rompu avec Castro.

"La révolution de Cuba fut une révolte de tout le peuple contre l'exploitation américaine et ses conséquences. Elle fut réussie grâce à la collaboration de tous les gens progressistes qui ont voulu sortir leur pays de la pauvreté et du colonialisme des Etats-Unis. Castro fut l'un des compagnons les plus ardents et un grand guide pour nous. Nous visions à faire vivre l'homme dans toutes ses dimensions et pour ça il fallait tout changer: redonner des terres aux paysans, sortir les exploitants américains, éduquer notre peuple, orienter notre économie selon nos intérêts, faire vivre la culture.

"Mais les Etats-Unis, qui exploitent tous les pays d'Amérique latine, ont eu peur que tous les pays imitent Cuba. Ils ont établi un blocus économique et tenté militairement de renverser le gouvernement populaire. Nos chefs durent chercher des appuis et seul Moscou pouvait nous protéger. Mais Castro n'est pas communiste. Fidel est un homme trop grand et trop intelligent pour se borner à un système. Fidel a son genre; Fidel est Fidélite! Aujourd'hui nous avons bien des désaccords avec lui parce qu'il a fait certains choix que nous ne jugeons pas conformes à la révolution. Mais ça ne change pas le bien-fondé de cette révolution: elle fut nécessaire et utile, comme elle est nécessaire dans les autres pays latino-américains. Et le jour où la révolution sera faite dans

l'ensemble de l'Amérique latine, le jour où on fera cesser par les Américains leur colonialisme, leur exploitation et leur intimidation par la force, la révolution de Cuba apparaîtra dans l'Histoire comme le réveil de tout un continent!" (2)



Eduardo Garcia, secrétaire général adjoint de la Confédération latino-américaine des syndicats chrétiens. Il dirigeait la délégation.

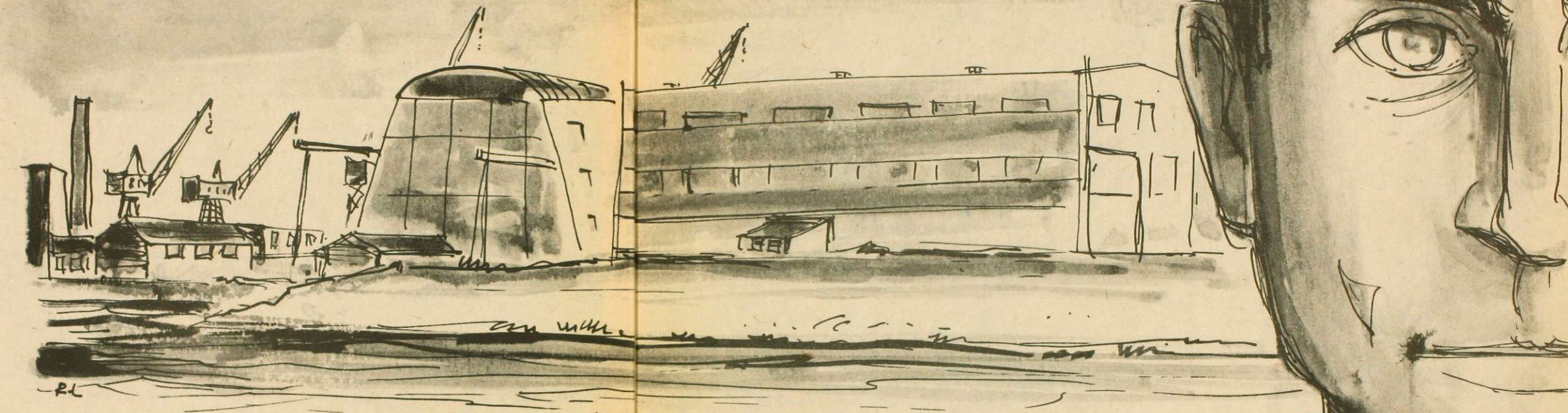
Après 10 mois, 31 employés de la traverse de Trois-Rivières sont encore sans emploi

“A mesure que les travaux avançaient, les gars de la traverse se demandaient bien ce qui leur arriverait après, quand le pont serait ouvert à la circulation. On était inquiet. Pourtant, la ville nous avait rassurés tous les gars seront engagés ailleurs. Y'a des places de libre à la ville, qu'ils nous disaient. Pis Gabias lui-même nous a dit que nous aurions de bonnes jobs quelque part. On pouvait pas ne pas en avoir qu'ils disaient”. C'était en 1967. Le 20 décembre de la même année, le pont qui relie Trois-Rivières à la rive sud du fleuve St-Laurent était inauguré et les gars de la traverse de trois-Rivières perdaient leur emploi.

Or, neuf mois après, seulement 39 employés ont trouvé un emploi stable, 9 travaillent temporairement, 2 ont obtenu leur pension, 5 fréquentent des cours de recyclage et 31 sont sans emploi.

Les belles promesses ne se sont pas réalisées. La ville de Trois-Rivières s'est montrée particulièrement dure pour ses anciens employés: c'est à peine si elle a tenu compte de leur existence. Un comité de recyclage a été formé avec la participation de la CSN et des centres de main-d'oeuvre, et le conseil municipal se croit déchargé de toutes ses responsabilités sociales envers les ouvriers de la traverse parce qu'il a versé à ce comité \$2,500, engagé 3 des 86 travailleurs mis-à-pied et accordé une pension de \$3,000 à 2 travailleurs âgés.

Ce que le conseil municipal ne dit pas, c'est que ces sommes (\$6.000 en pension) ont été “saisies” aux travailleurs: la ville devait un certain nombre de journées-maladie et les vacances à ses employés. Elle décide donc, d'une façon tout à fait arbitraire, de garder 15% de ces sommes afin de financer les pensions qu'elle pourrait accorder à



certaines de ses employés de la traverse. Ceux-ci furent ainsi privés de \$27,000 sans qu'ils puissent se défendre: avant de leur remettre leur chèque amputé du 15%, on les a obligés à signer une quittance reconnaissant que la ville ne leur devait plus rien!

Les travailleurs ne comptent guère

La ville refuse de tenir compte de l'ancienneté des gars de la traverse — quelle soit acquise à la traverse ou même dans le cadre des travaux d'hiver — dans l'embauchage qu'elle fait au garage municipal. Et il y a déjà une liste d'attente de 116 noms... Quant aux travailleurs âgés, on leur refuse une pension à laquelle ils ont légitimement droit: certains ont de 19 à 25 ans de service. Pourtant, les conseillers ont la leur après seulement 12 ans de terme.

De tels faits ont vite ébranlé la confiance des travailleurs mis-à-pied envers les hommes politiques. Ils ont alors décidé de former, le 15 juillet dernier, le Comité des anciens ouvriers de la traverse de Trois-Rivières. Avec la collaboration de volontaires de la Compa-

gnie des Jeunes canadiens, ils se sont ensuite réunis et ont formé des sous-comités. Ils ont rédigé et remis un mémoire au conseil municipal de Trois-Rivières qui a admis, il y a quelques semaines, ne pas avoir eu le temps d'en prendre connaissance un mois après l'avoir reçu. Quand les travailleurs se rendirent au conseil municipal pour leur dire ce qu'ils pensaient de son attitude, le micro placé dans la salle cessa subitement de fonctionner — jusqu'à ce que les travailleurs la quittent, car, après leur départ il se remit à fonctionner!

Les travailleurs reprochent enfin aux autorités de considérer le recyclage comme une solution alors qu'il ne permet même pas au chômeur de se trouver un emploi s'il a plus de 35 ans, dans une région où le chômage frappe 11% de la main-d'oeuvre disponible, situation qui tend à se généraliser au Québec.

Le Comité des anciens ouvriers de la traverse n'a pas dit son dernier mot: il doit rencontrer les responsables locaux du Centre de la Main-d'oeuvre du Canada et du Service provincial de placement. Les travailleurs sont décidés à ne plus se laisser avoir. Ils n'écoutent plus ceux qui promettent. Ils se sont organisés pour pouvoir se défendre eux-mêmes: ils ne lâcheront pas!

Les gars de George T. Davie luttent encore

Les 609 travailleurs de George T. Davie de Lauzon, n'ont plus de chantier, mais leur syndicat poursuit la bataille pour leur obtenir des compensations.

Il vient d'envoyer un mémoire au premier ministre Jean-Jacques Bertrand et au ministre fédéral Jean Marchand, demandant la mise-sur-pied d'un comité tripartite syndicat-provincial-fédéral qui étudierait le problème de leur fonds de pension de \$125,000 qui a été pratiquement confisqué, pour leur obtenir une paie de séparation, pour établir une politique de subventions directes à ceux qui ne peuvent se recycler pour raisons d'âge ou de maladie, pour recycler ceux qui le peuvent, etc.

Au moment d'aller sous presse, on ne connaît pas le résultat de cette démarche.

Au cours de la conférence de presse où il a annoncé l'envoi de ce mémoire, le courageux syndicat a parlé des nombreuses rencontres qu'il a eues depuis quelques mois avec les hommes publics: “En pareilles circonstances, nous nous sommes donné comme ligne de conduite

de rendre compte jusqu'au bout de la sauvage réalité dont nous étions témoins et victimes. Si, à certains moments, des éléments de personnalité sont entrés en ligne de compte, ce fut sans aucun parti pris, mais inévitablement par voie de conséquence, un peu comme il nous apparaît impossible aujourd'hui de penser et de parler du problème du chômage et de mises-à-pied sans qu'immédiatement le visage de nos confrères et le nôtre propre ne surgissent presque avec obsession.

“Les événements que nous avons vécus depuis le printemps 1968 sont pour nous d'une réalité incroyablement crue. Jamais autre chose que des hommes vivants, souffrants, ou indifférents ou impuissants, mais toujours bien réels, ont été ce que nous avons connu et rencontré. Les chiffres, les statistiques, les plans, les projets, les lois à venir, les réformes futures nous ont toujours paru comme tellement loin de notre drame vécu qu'il nous devient intolérable de recevoir comme seule réponse à notre problème quelques données économiques ou autres qui prennent figure évidente de pirouette. Si nous avons par-

tes eu tort, nous croyons-nous, parce que notre société est impuissante à regarder les problèmes en face. Le nôtre, comme celui, sans aucun doute, du chiffre statistique de ce qu'on appelle “les moyennes de chômage”, sont encore un de ces problèmes dont certains voudraient qu'on traite avec ménagement (...).

“Nous sommes en septembre. Nous avons concédé un certain nombre de défaites dont la fermeture du chantier constitue la plus importante. Cependant, nous osons croire que, nous ayant mis-à-pied, on prendra au moins la peine de nous remettre ce que normalement, dans cette fichue société qui est la nôtre, l'on reconnaît comme étant notre propriété (...).

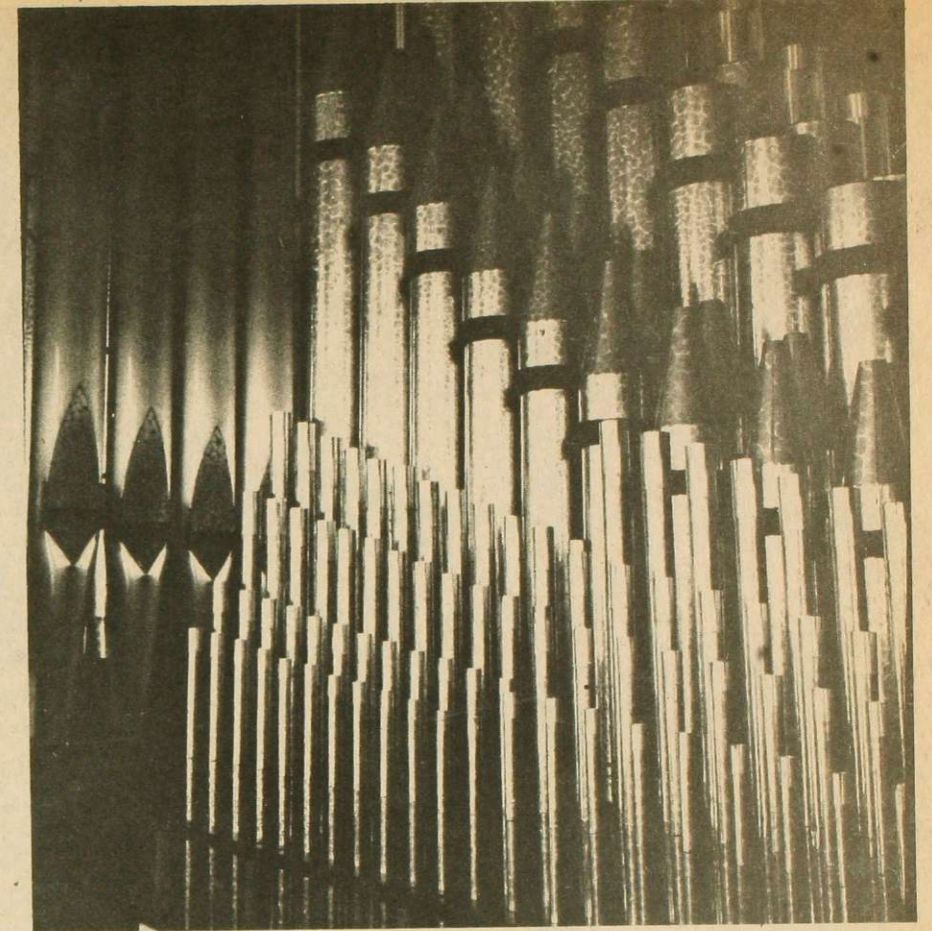
“Nous en sommes encore là. Le problème persiste. Si les sentiments exprimés à la face du public par les hommes politiques sont autre chose que de la comédie — ce que, envers et malgré tout, il nous arrive encore de croire — nous attendons de ces mêmes gouvernants qu'ils répondent positivement à nos réclamations (...).”



Des artisans d'élite imposent Casavant à travers le monde

Reportage de Jean-Claude Scraire

Photos de Jean-Louis Frund



La messe est finie. Le grand orgue aux sons éclatants bat une marche sous les doigts de l'organiste et fait surgir la joie.

Le roi des instruments, l'orgue, est le seul parmi tous les instruments de musique qui recèle en lui-même autant de timbres, autant de sonorités, et autant de puissance qu'un orchestre symphonique de 120 musiciens.

Cette merveille, inventée par les anciens Romains mais portée à sa perfection au 17^e siècle, a non seulement survécu jusqu'à nos jours, mais son usage se répand continuellement.

La fabrication de ces instruments géants est d'une complexité extraordinaire.

On n'y pense peut-être pas, mais lorsque l'organiste pèse sur une touche le timbre du jeu que l'on entend a été fait par les artisans qui ont participé à la fabrication.

Un violoniste fait son propre timbre, un flutiste fait son propre timbre, même un pianiste, mais l'organiste fait entendre les voix et les timbres des véritables artistes, travailleurs qui ont arrêté les détails de fabrication des jeux de l'instrument.

Dans le monde entier, les fabricants d'orgues de très grande qualité sont rares.

Le Québec peut s'enorgueillir de produire ce qu'il y a de mieux dans ce domaine.



Robert Godbout fait le réglage des tablettes d'accouplement.

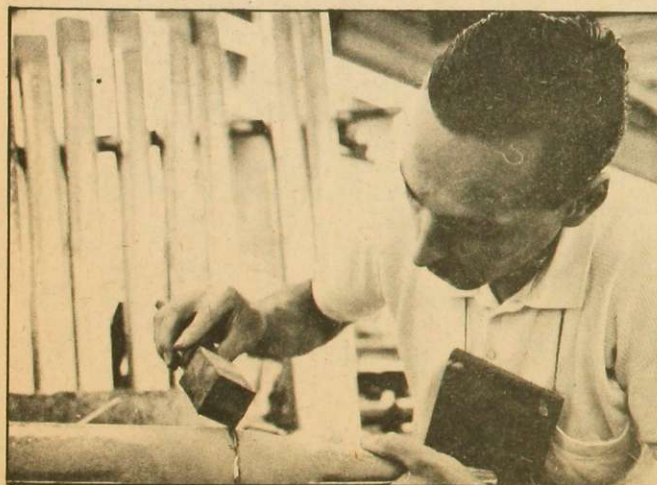
En effet, les orgues Casavant, fabriquées dans la petite ville industrielle de St-Hyacinthe, sont parmi les plus renommées au monde.

Gilles Boucher, le président du Syndicat des employés (affilié à la

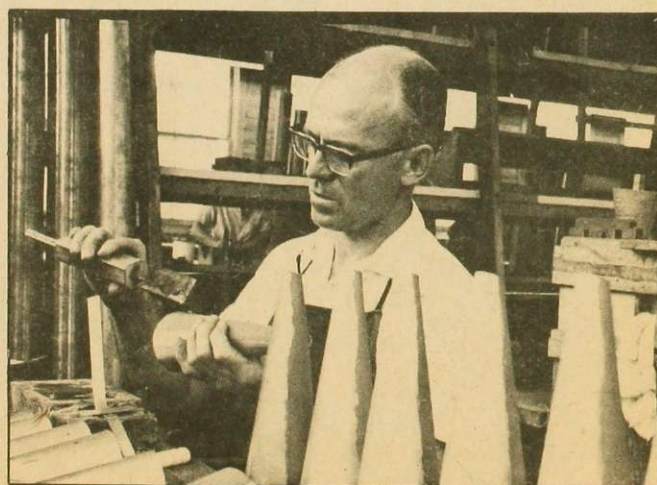
CSN), exprime toute la fierté que ressentent les travailleurs de Casavant.

“Casavant, ce n'est pas des actionnaires. Casavant, c'est des hommes et des femmes de grand talent qui fabriquent des oeuvres d'art, des choses qui sont belles, des beaux meubles, des timbres extrêmement variés, des montages de piano; chaque instrument est une oeuvre particulière”.

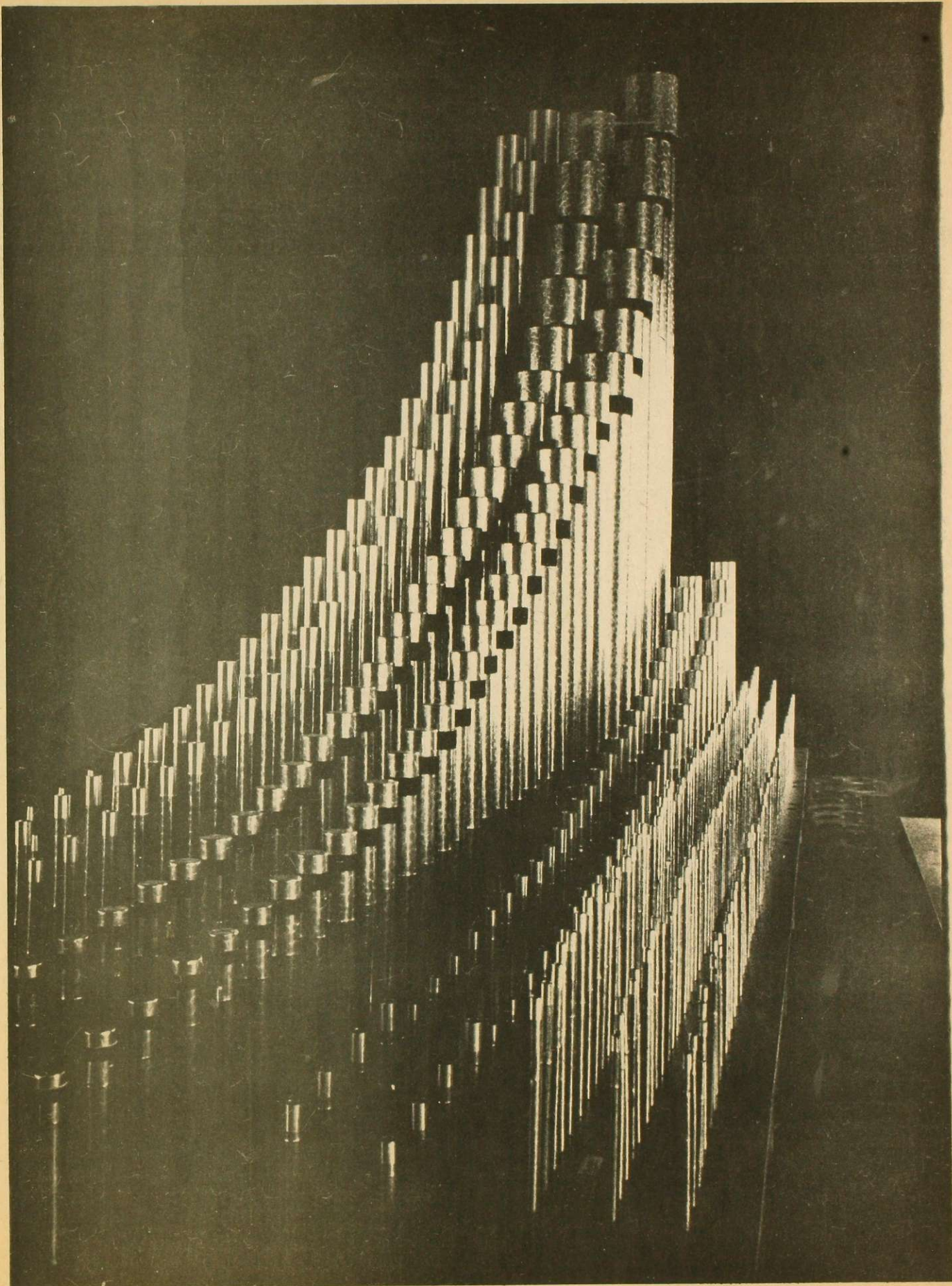
Mais “Casavant”, c'est une étiquette. Qu'est-ce qu'il y a derrière ? Qui est-ce qui fait ce nom ? Ce sont 200 travailleurs. Des hommes et des femmes qui sont artisans, qui ont appris leur métier par les années et qui fabriquent les pièces à la main, comme au début vers 1834. Et puis d'autres qui sont à l'écoute des derniers résultats de la recherche scientifique, qui sont des techniciens spécialisés en électricité, en physique ou en électronique.



Chaque tuyau est fait séparément, à la main et sur mesure. Les dimensions de chacun varient selon les plans de l'orgue que l'on est en train de fabriquer.

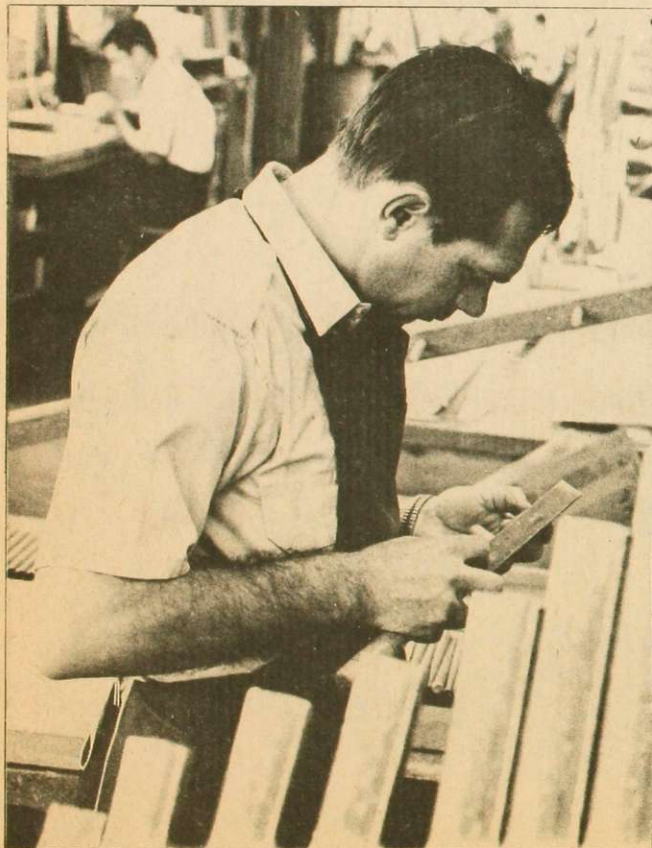


Georges-Henri Tousignant, plombier. Il fabrique les jeux d'orgue.





La main d'oeuvre féminine a sa place dans la fabrication d'orgues; elle y exécute plusieurs travaux délicats, comme le montage précis des boursettes en cuir fin sur leur planche en acajou. Denise Gingras exécute ici ce travail de haute précision.



Robert Delisle lime un petit corps.



Irénée Archambault travaille au filage d'un orgue. "Ça à l'air bien compliqué à première vue. Mais tout est fait par du monde. Et quand on s'y met, c'est incroyable ce que l'on peut réussir", a-t-il confié à notre reporter. ➤

Des travailleurs spécialisés, des artistes

Car pour faire un orgue, il faut des spécialistes de l' "art" et des spécialistes de la "science". Il faut des gens pour façonner méticuleusement à la main le tuyau et d'autres gens pour ensuite laver ce tuyau dans un bain à l'ultra-son.

Gilles Boucher, le président du syndicat, explique que le tiers des travailleurs est hautement qualifié; pour lui, ça signifie 7 ou 8 ans de formation; un autre tiers a dû faire un apprentissage de deux ou trois ans, alors que les autres travailleurs sont semi-spécialisés.

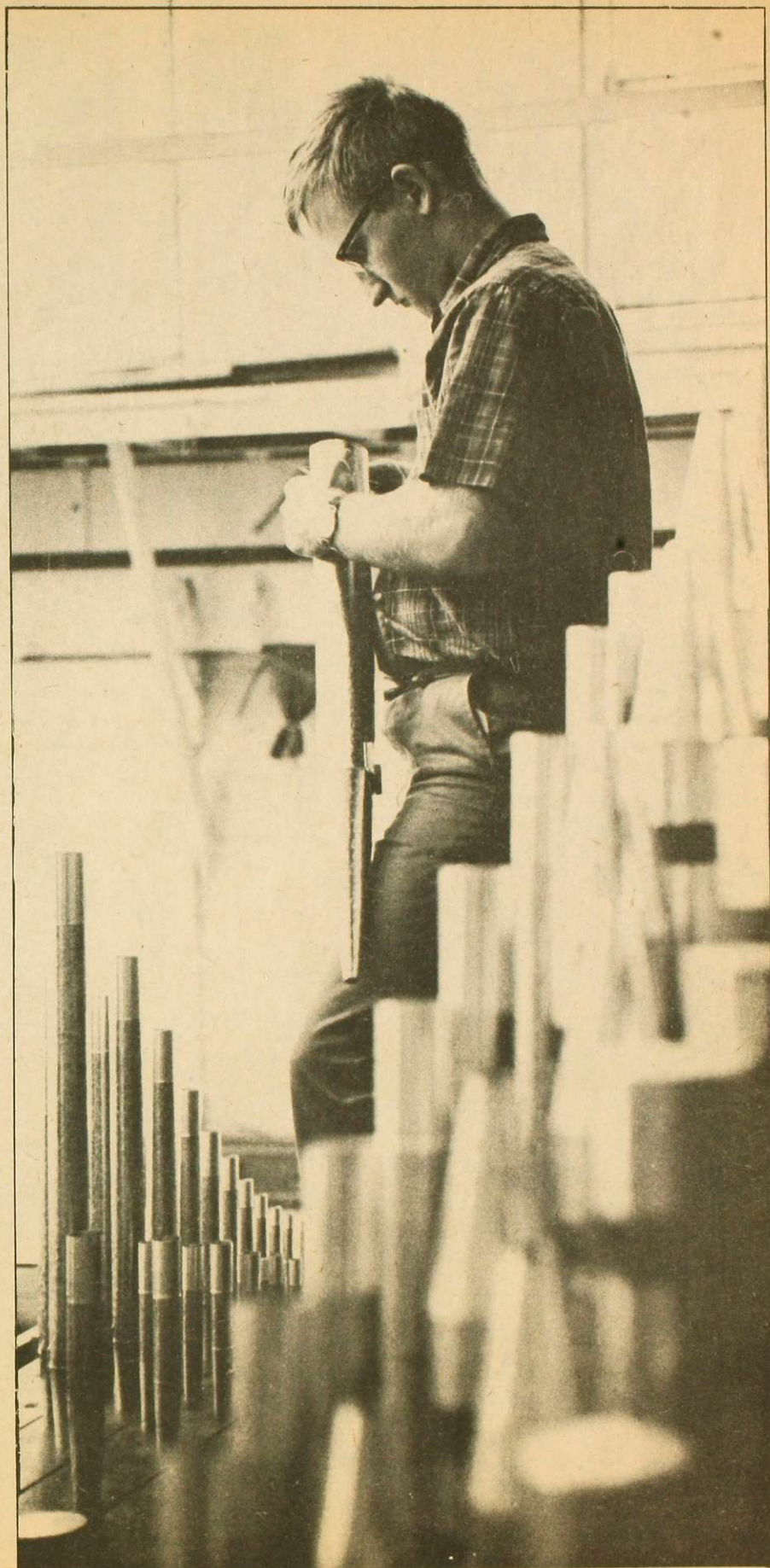
Tous ensemble, ils fabriquent en moyenne 50 orgues par année, chaque orgue étant complètement différent des autres, car chacun est construit en fonction de l'espace qu'il doit occuper, de l'ambiance acoustique de l'endroit où il se fera entendre et de l'usage musical auquel on le destine. Chaque instrument et chaque pièce d'instrument doivent être faits sur mesure spéciale.

On a rencontré plusieurs travailleurs : les J.-C. Gauthier, Denis Mailhot, Gaston Sénécal, Gaétan Robert, Monique Lemieux, Irénée Archambault, Jean-Paul Pineault, Jean-Paul Leclerc, Léo-Paul Cloutier, Georges Marcoux (qui en est à sa 42e année de travail chez Casavant), Germain Johnson et plusieurs autres. Après avoir vu toute l'attention qu'ils apportaient à leur travail, tout l'intérêt qu'ils y mettaient, on a compris pourquoi il était possible pour une petite boutique de Saint-Hyacinthe d'avoir une renommée internationale.

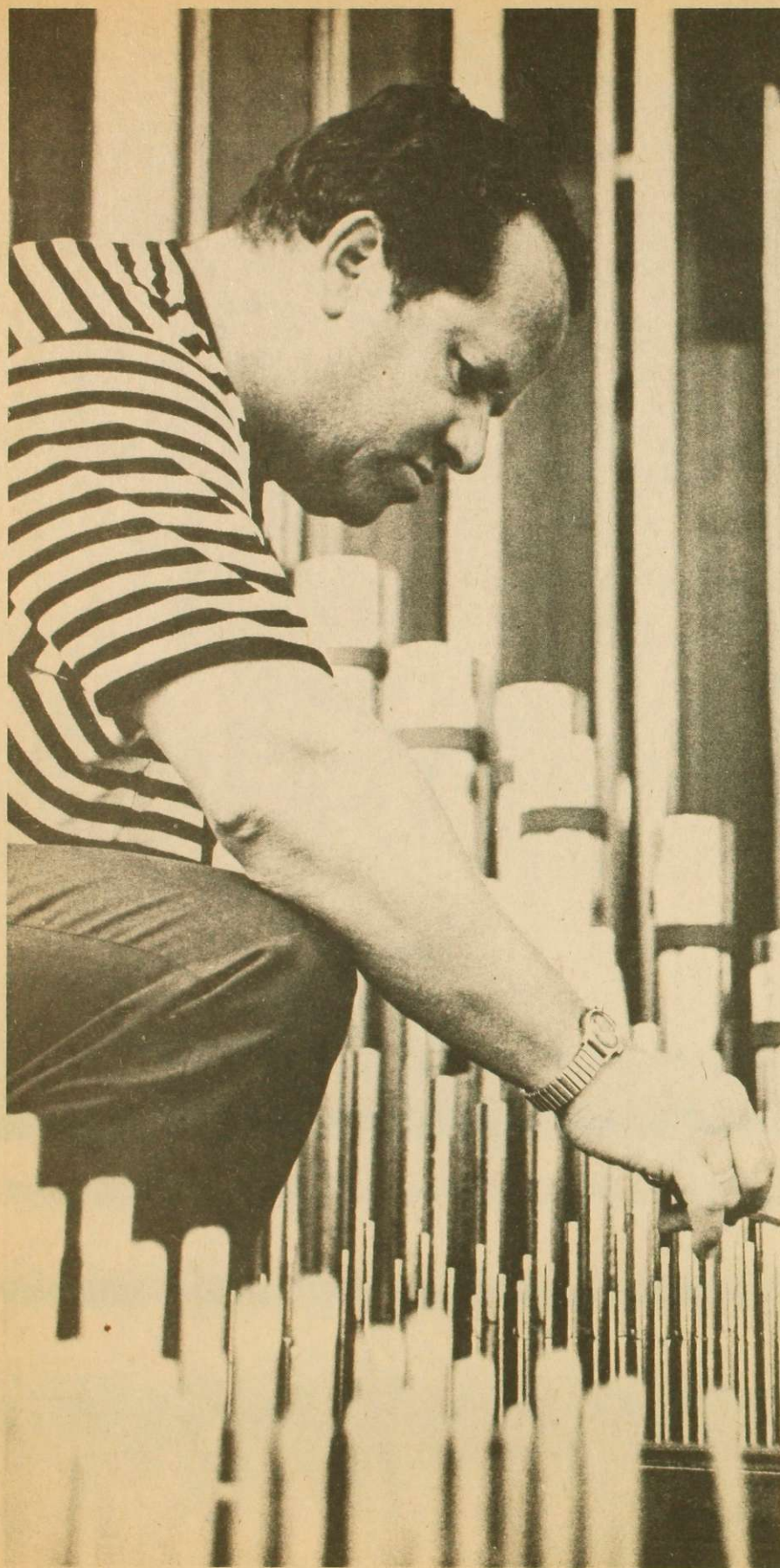
**" Ça va assez bien...
mais... "**

Mais là, il ne faut pas se conter des histoires. Casavant... ce n'est pas le paradis sur terre... Comme disent les syndiqués : " Ça va assez bien... mais... "

Ça va assez bien chez Casavant parce qu'il y a des efforts. Le syndicat et la direction ont établi un



Allan Day, harmoniste. ►



L'harmonie, un art difficile. Germain Ledoux le pratique depuis plusieurs années.

comité patronal-ouvrier pour répondre à ce qu'on appelle "le manque de dialogue entre ouvriers et patron". Le comité se réunit une fois par mois pour discuter des conditions de travail, des opérations de production, des améliorations possibles, de la formation des employés, et la présidence alterne à tous les mois entre le syndicat et la partie patronale. Cinq membres du syndicat siègent sur ce comité et alternent à tous les six mois. M. Bourque, un des membres de ce comité, croit que: "On a trouvé des solutions à de multiples problèmes, des solutions simples qu'on n'aurait jamais soupçonnées sans le comité. Sans parler des problèmes qu'on aurait jamais soulevés. Parce que si on ne discute pas, on n'apprend pas ce qui se passe vraiment. C'est pas le gars qui est tout seul dans son coin qui va partir à chaque fois qu'il y a un petit problème pour aller trouver le patron. Mais, quand on sait qu'à chaque mois il y a une réunion pour ça, le gars vient nous en parler, et puis on soumet ça à la réunion".

Une fois l'an, le comité conjoint siège pour étudier le rapport financier de Casavant et Frères Ltée. Le syndicat se prépare pendant un mois pour cette rencontre et toutes les questions sont permises. Les patrons répondent et le dialogue se fait.

"On se rend compte, déclare le président du syndicat, Gilles Boucher, que l'idée d'un conseil d'entreprise est une chose qui pourrait être envisagée un jour".



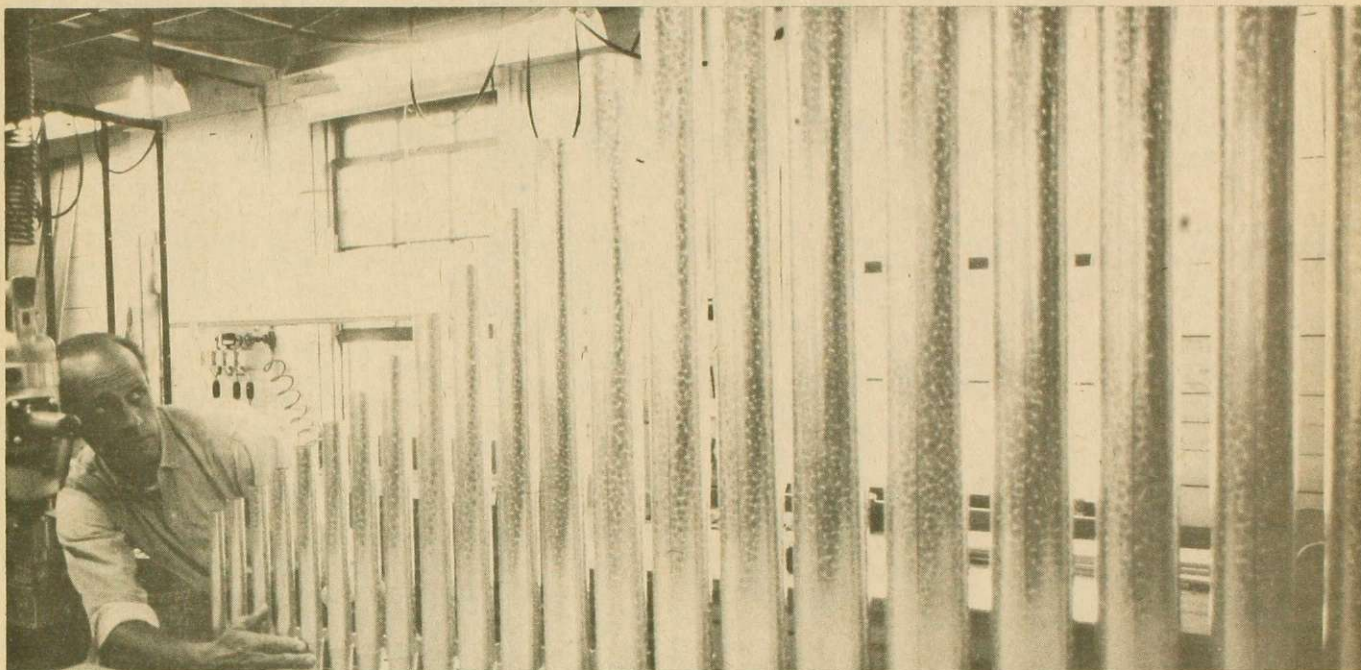
M. Charles Perreault, président de la maison Casavant Frères: "Le problème principal dans le milieu de travail, c'est le manque de communications entre les employés et l'administration. Le comité patronal-ouvrier veut remédier à cela".

Le Souffleur

Encore pour améliorer les relations et les communications, il y a un journal d'usine, dont les frais sont payés par la compagnie, qui paraît à chaque mois et qui donne toutes sortes d'informations : aussi bien les messages de Marcel Pepin aux travailleurs que les messages

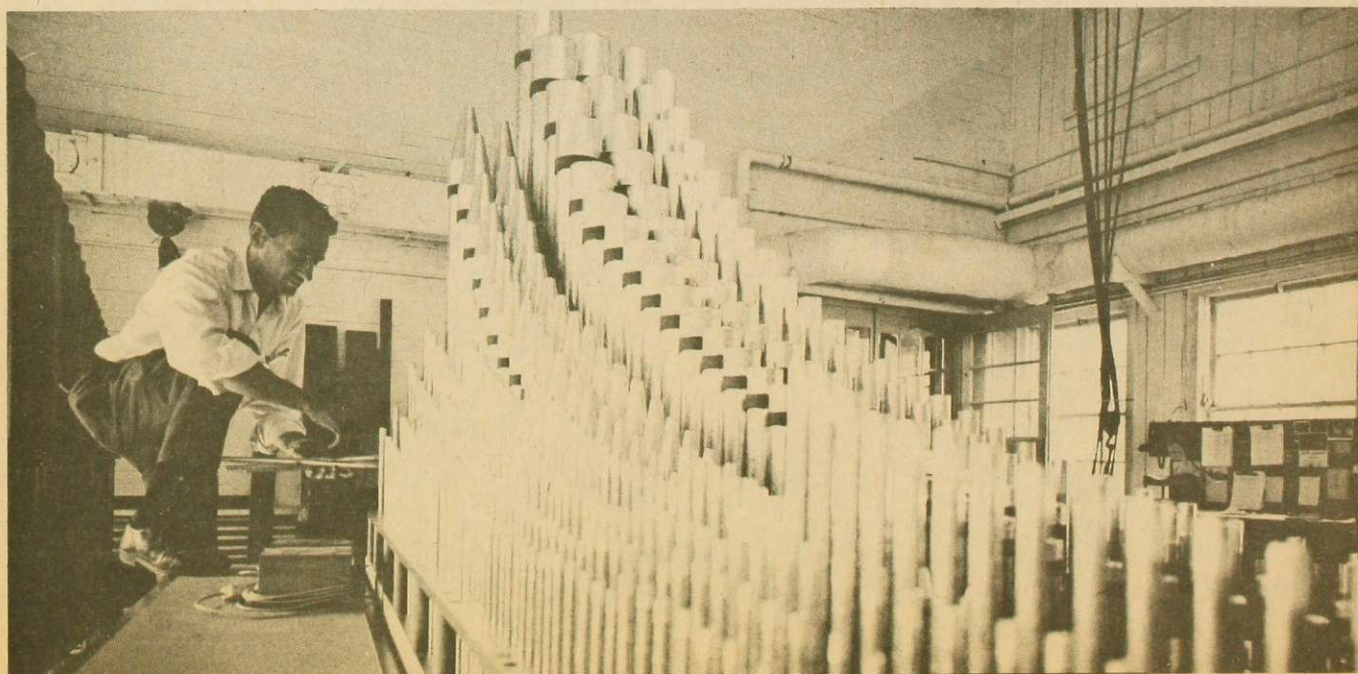
du président de la compagnie. "Même si le responsable du journal est nommé par la compagnie, déclare le président du syndicat, nous pouvons publier tout ce que nous voulons. Mais c'est clair que les négociations de convention, par exemple, c'est pas là que ça se discute. "Le Souffleur", c'est pas fait pour régler les conflits; c'est fait pour s'informer mutuellement en

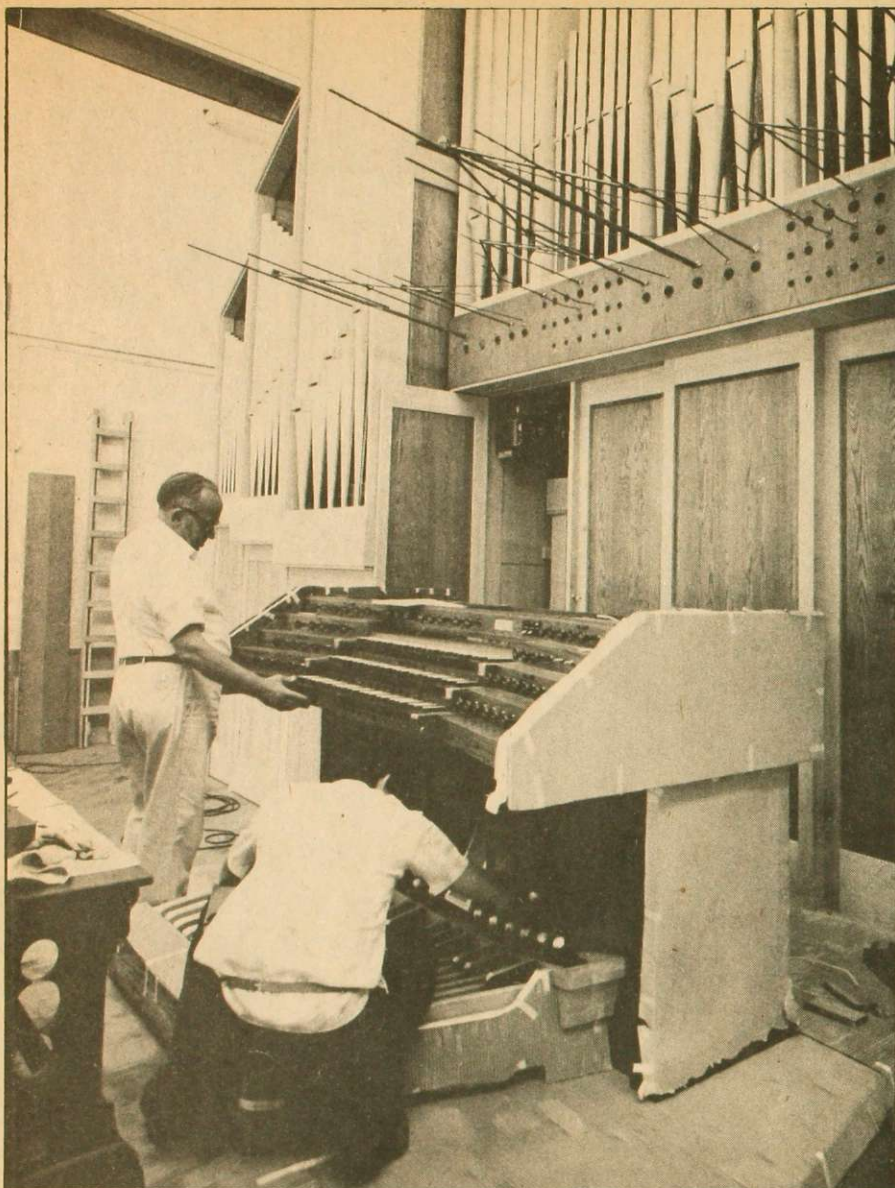
temps normal". C'est la cinquième année que "Le Souffleur" paraît. On y publie entre autres le rapport mensuel de la réunion du comité patronal-ouvrier, les nouvelles du syndicat et de la CSN, de la Caisse populaire Casavant, toutes sortes d'informations sur certains secteurs de l'entreprise, et même des enquêtes locales sur la mini-jupe...



▲ Gaston Sénécal aligne, lui aussi, des tuyaux d'orgue.

▼ L'alignement des tuyaux.



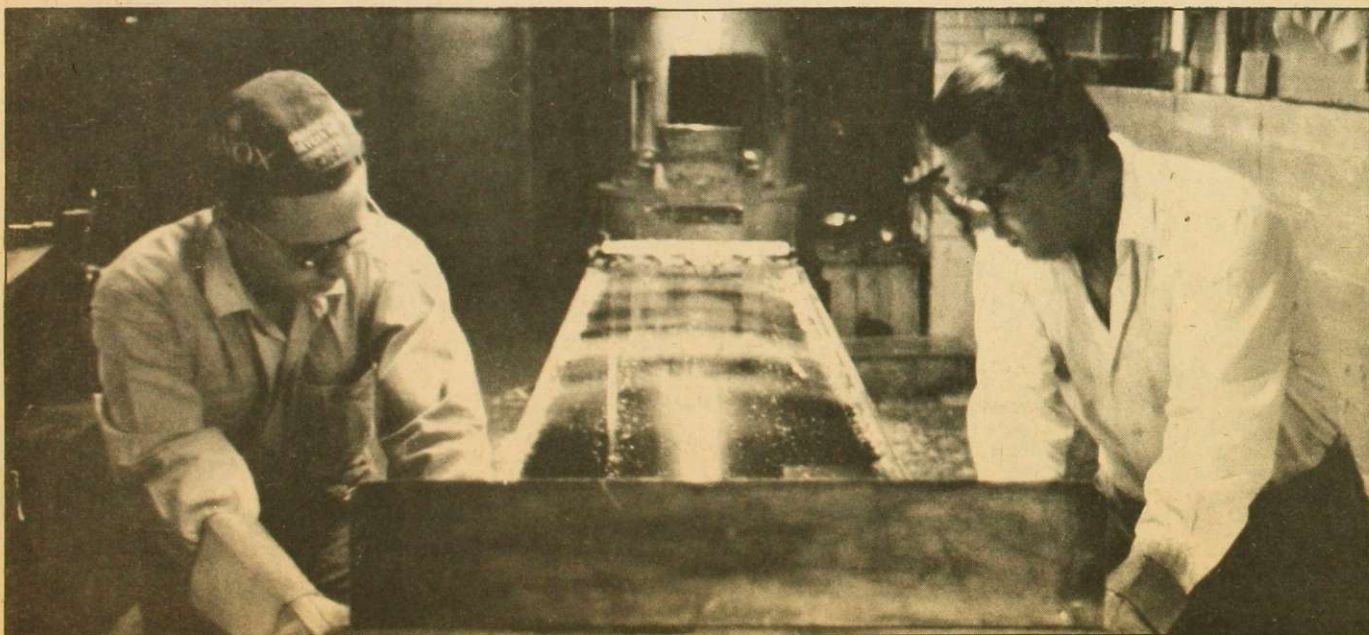


Un syndicat cinquantenaire

Le syndicat chez Casavant n'est pas né d'hier. Sa formation remonte à 1918. Georges Marcoux, qui est entré dans l'entreprise quelques années plus tard, déclare : "Le syndicat, ça nous aide en grand ! Surtout depuis quelques années : aujourd'hui il y a tellement de questions compliquées qu'on se fait jouer à tout coup si on ne surveille pas son affaire de près. Mais avec Boucher, il faut que ça marche. C'est un gars qui parle pas beaucoup, qui passe pas son temps à gueuler, mais qui surveille l'affaire de près. Quand il parle, il faut que ça marche, puis celui qui va lui passer un sapin, je l'ai pas rencontré. Par exemple, le comité d'assu-

◀ Toutes les orgues sont montées en atelier par des experts avant d'être expédiées. Ce montage permet de faire les derniers ajustements mécaniques et un réglage des sons, pour éviter des problèmes sérieux lors de l'installation chez l'acheteur.

Albert Desrosiers et Gilles Leblanc surveillent la fonte du métal.

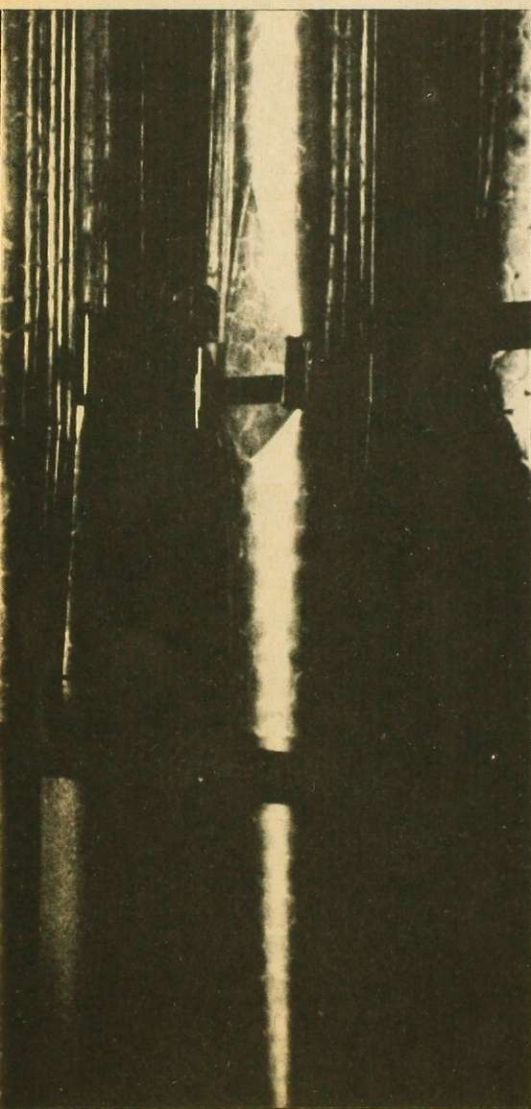
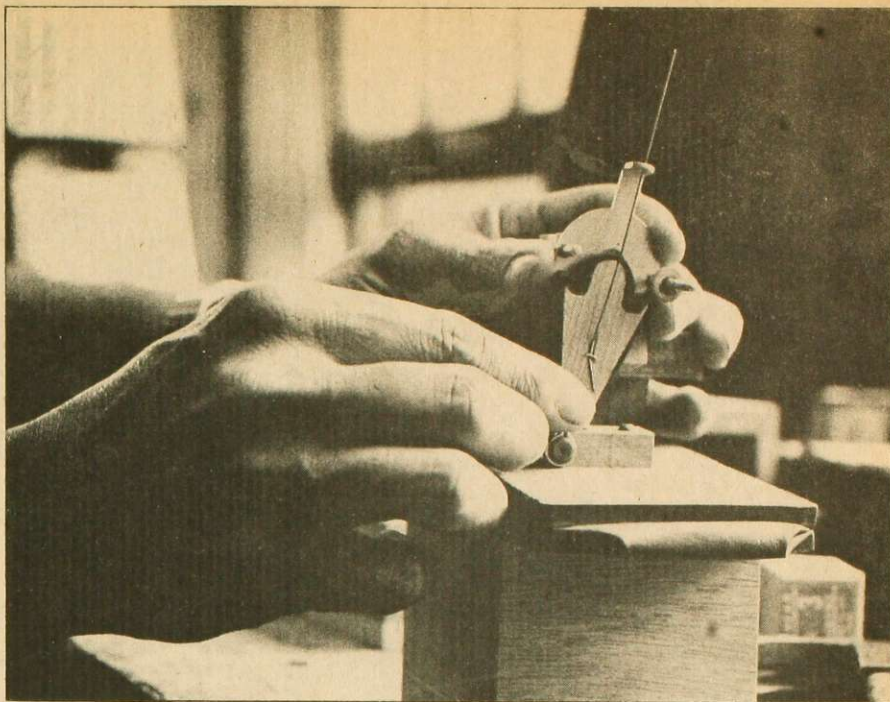


rance (comité syndical-patronal) fait des vérifications de ce qui se paye en bénéfices. Le résultat c'est que l'on découvre régulièrement, que des primes allant de six à dix semaines sont retrouvées non employées.

Faut pas penser que ça va bien, il n'y a rien à faire. La bonne volonté existe des deux côtés, mais il faut surveiller ça”.


C'est vrai, Gilles Boucher, le président du syndicat, n'est pas le gars qui passe son temps à remonter au déluge pour parler de la dernière pluie; il sait où il va : “ Nous autres, c'est pas compliqué, dit-il, on consulte les membres, puis on exécute.

Si par exemple dans une convention, les membres ont demandé et obtenu deux semaines de vacances; personne au monde va faire que le gars ne les prenne pas, ni le



Le syndicat, une équipe



Ci-dessus, trois membres de l'exécutif : dans l'ordre habituel, Gilles Boucher, président; Lucien Blanchard, trésorier et Denis Mailhot, secrétaire. 

patron, ni le gars. Des vacances, c'est des vacances, c'est pas une paye en plus si on travaille.

Quand les gens disent qu'il faut des vacances et qu'ils en veulent, qu'ils les prennent. Si ça fait pas leur affaire, qu'ils le disent et à la prochaine négociation, ça va changer. C'est pas compliqué. On a nos intérêts de travailleurs à protéger; il faut prendre l'opinion de tous les travailleurs et la faire respecter par tout le monde.

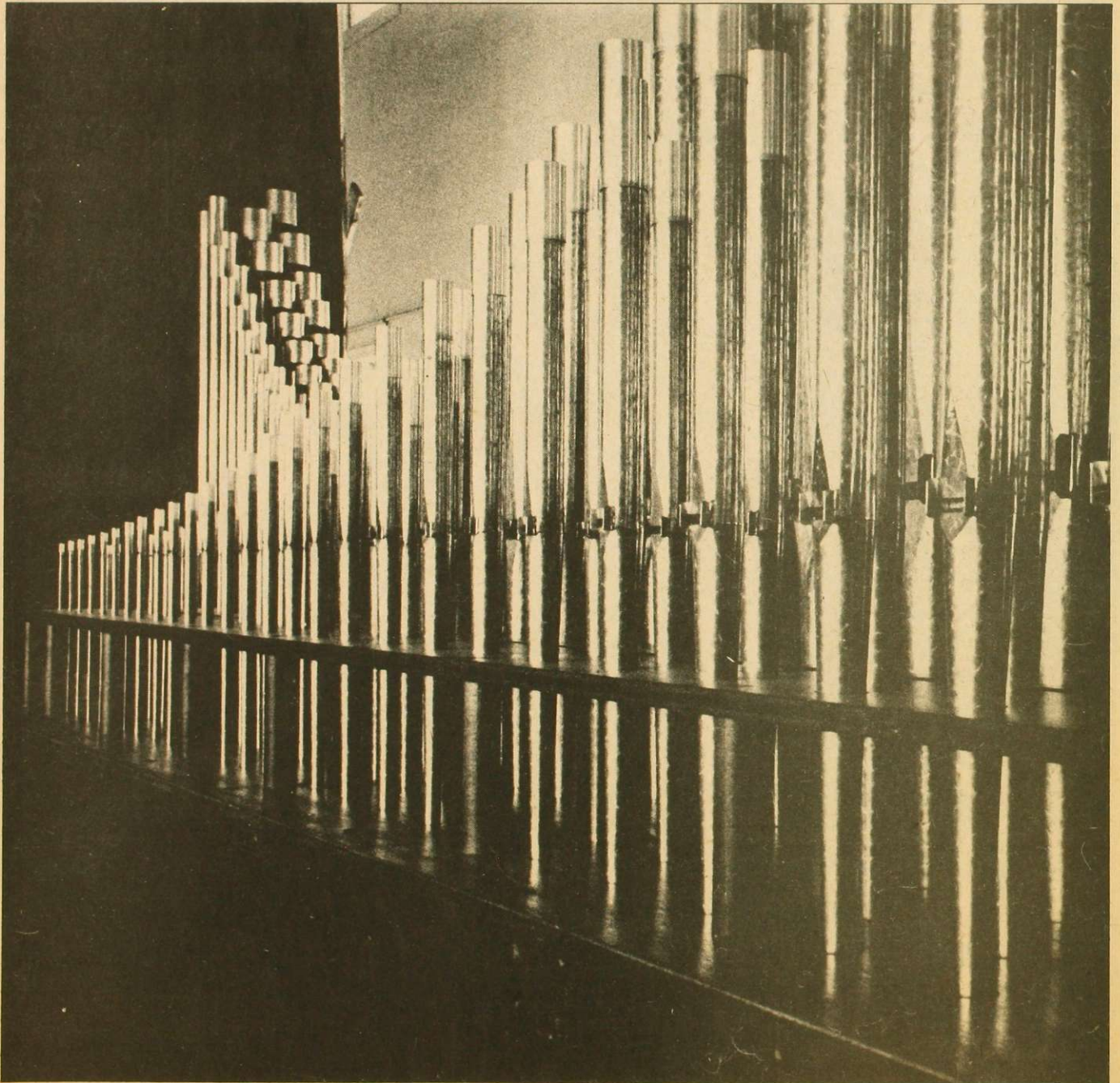
"Le syndicat, c'est un moyen pour nous protéger et pour amélio-

rer l'entreprise. On a des négociations en cours, hé bien! même si on dit que ça va bien ici, c'est incroyable le nombre de problèmes qu'il y a à régler. Il faut que ça se discute et que ça se règle.

Le syndicat porte une attention toute particulière aux bénéfices sociaux. Les travailleurs chez Casavant bénéficient d'une assurance hospitalisation, d'un fonds de pension auquel le syndicat contribue \$32,000 et le patron \$28,000 par année et qui est entièrement administré aux frais de la compagnie. A

l'âge de la retraite, l'employé recevra, en tenant compte des paiements fédéraux, du fonds de pension du Québec, et du fonds de pension de Casavant, 75 pour cent de son salaire réel. En attendant que ce système entre en vigueur, la compagnie a consentie \$160,000 pour garnir le fonds de pension des employés plus âgés qui prendront bientôt leur retraite.

Le syndicat est particulièrement fier de son plan d'assurance salaire. Un exemple: l'employé qui gagne \$5,001 est assuré \$12,000. Ⓜ



Pourquoi les Obligations d'Épargne du Canada sont une bonne affaire pour tout le monde



... surtout pour le salarié!

Épargner sans même s'en rendre compte, c'est ce que permettent ces obligations. Par retenues régulières et commodes sur son salaire, chacun peut faire des économies appréciables, qui travailleront pour lui en toute sécurité. En effet, les Obligations d'Épargne du Canada sont actuellement le moyen le plus simple, le plus sûr et le plus rentable de faire fructifier ses économies.

- **À votre portée!** Vous pouvez en acheter à partir de \$50, au comptant ou par versements, au travail, de toute banque, caisse populaire, société de fiducie, ou de tout courtier agréé.

- **Argent instantané!** Toute obligation entièrement payée peut être encaissée en tout temps, à toute banque au Canada, à sa pleine valeur nominale plus l'intérêt.

- **Croissance formidable!** Le rendement moyen à l'échéance est de **6.75%** l'an! Il y a quatorze coupons d'intérêt annuel. Le premier paie **5.75%** d'intérêt, le second **6.50%**, les trois suivants **6.75%**, et les neuf derniers **7.00%**. Vous pouvez toucher votre intérêt chaque année. Mais si vous conservez tous vos coupons, vous recevrez de l'intérêt sur l'intérêt. C'est ainsi qu'à l'échéance une obligation de **\$100** vous rapportera **\$250**.

Peu de placements sont aussi rentables. Aucun n'est aussi sûr! C'est vraiment une bonne affaire pour tout le monde!

Achetez les vôtres dès maintenant!

Au Centre de prescriptions du Québec

En attendant l'assurance-maladie, on peut se procurer les médicaments au prix coûtant

En attendant l'assurance-maladie, un pharmacien montréalais, Jean Dicaire, vient de fonder un établissement qui permettra aux travailleurs québécois de se procurer les médicaments dont ils ont besoin, à un coût sensiblement réduit, comparativement aux prix courants dans le commerce pharmaceutique.

Ancien président du Collège des pharmaciens du Québec, M. Dicaire préconise l'instauration d'un régime d'assurance-maladie public, universel et complet, depuis de nombreuses années. Devant les retards de nos gouvernements, il a fondé, en mars, un établissement, le **Centre de prescriptions du Québec**, qui s'est déjà recruté une clientèle nombreuse parmi les salariés.

La formule de M. Dicaire est la suivante: **Il vend les médicaments aux prix coûtant, plus un honoraire de \$1 par prescription, quel que soit le nombre de médicaments inscrit sur une même prescription.**

Voici un exemple illustrant l'économie substantielle qu'un client peut faire en achetant au Centre de prescription du Québec, plutôt que dans une pharmacie ordinaire:

Dans une pharmacie ordinaire

100 capsules d'un tranquillisant, prix de détail:	\$10.75
1 bouteille de sirop pour le rhume, prix de détail:	3.00
100 capsules de vitamines, prix de détail:	9.00
TOTAL:	\$22.75

Au Centre de prescription

100 capsules d'un tranquillisant, prix coûtant:	\$ 6.45
1 bouteille de sirop pour le rhume, prix coûtant:	1.80
100 capsules de vitamines, prix coûtant:	5.40
Honoraire professionnel du pharmacien:	1.00
TOTAL:	\$14.65

Sur cette prescription le client épargne donc \$8.10.

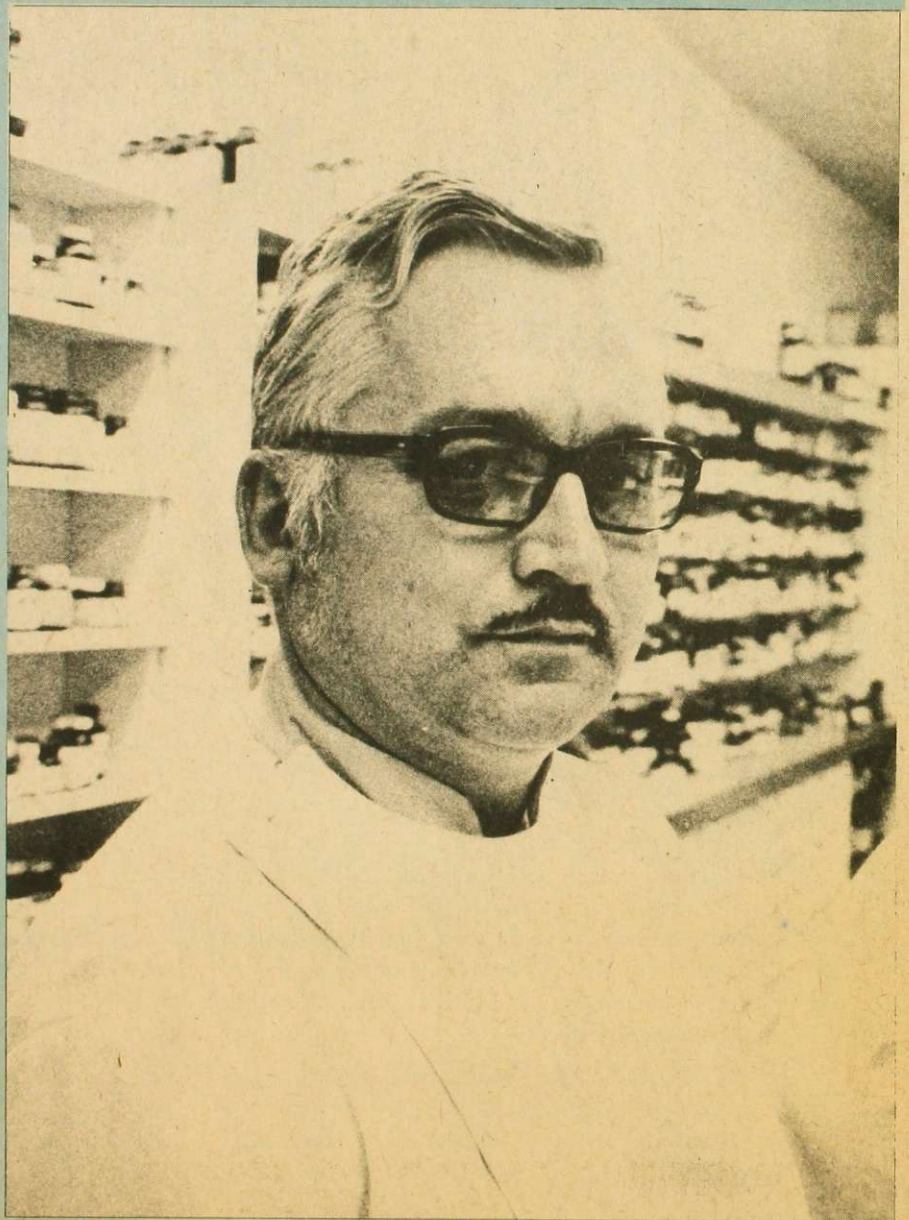
Le Centre de prescription du Québec est situé au 4541, boul. St-Laurent à Montréal. Les commandes par la poste sont acceptées en autant que la prescription est incluse. Il s'agit du seul établissement du genre au Québec. Il faut signaler, toutefois, que certaines pharmacies, dont trois ou quatre sont situées à Montréal, accordent déjà 20% d'escompte sur le prix de détail. Une chose est certaine, la formule de M. Dicaire est plus économique pour toutes les prescriptions supérieures à \$7 ou \$8.

M. Dicaire explique que, depuis le temps où il était président du Collège des pharmaciens, il cherchait une formule pour réduire le coût des médicaments.

"J'ai accéléré mes travaux de recherche lorsqu'après avoir organisé la campagne de cueillette de médicaments pour les léproseries d'Afrique du cardinal Léger, celui-ci me demanda s'il

n'y aurait pas moyen de faire quelque chose pour ses 400,000 pauvres de Montréal", relate M. Dicaire. C'est alors qu'il a fait un séjour en Europe pour étudier les différents régimes d'assurance-maladie et qu'il a mis sa formule au point.

En attendant l'assurance-maladie qui ne vient pas vite au pays du Québec, à nous d'en profiter.



Jean Dicaire: "30% des prescriptions écrites par les médecins ne sont pas remplies parce que les patients n'ont pas les moyens de payer. . ."